

Bruxelles, le 29.10.2018
C(2018) 7353 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 29.10.2018

**relative au programme d'action annuel 2018 en faveur de la République islamique de
Mauritanie à financer sur le 11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 29.10.2018

relative au programme d'action annuel 2018 en faveur de la République islamique de Mauritanie à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la Mauritanie pour la période 2014-2020³, qui établit les priorités suivantes: (a) valoriser le potentiel agricole et pastoral du pays pour faire face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle structurelle et récurrente d'une partie de la population ; (b) garantir l'État de droit, en tenant compte des liens établis entre la sécurité et le développement, la consolidation de la démocratie et la prévention des conflits ; (c) améliorer l'accès universel et équitable aux services de santé.
- (2) Le programme d'action annuel à financer au titre de l'accord interne relatif au 11^e Fonds européen de développement (FED)⁴ (ci-après l'« accord interne ») vise à renforcer l'accès aux services de base pour permettre un développement équitable et inclusif, en particulier dans le premier et deuxième secteur de concentration du 11^e FED, notamment le développement rural et de la prévention des conflits.
- (3) L'action intitulée «RIMFIL - Promotion du développement de filières agricoles et pastorales durables» vise spécifiquement à structurer et promouvoir le développement de filières agricoles et pastorales durables et plus productives aux niveaux familial et communautaire, notamment en faveur des populations vulnérables, en vue d'y créer des emplois stables générateurs de croissance. Elle est mise en œuvre sous forme de projet en gestion indirecte avec le Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA) et en gestion directe.
- (4) L'action intitulée «SEMAH – Prévention des conflits et promotion du dialogue interculturel en Mauritanie» se propose de contribuer à prévenir l'extrémisme violent,

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République islamique de Mauritanie, C(2014)3644 final du 12.6.2014.

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013, p. 1).

désamorcer les conflits communautaires et promouvoir l'interculturalité en Mauritanie, conformément aux stratégies en la matière de l'État mauritanien et notamment du Ministère de la jeunesse et des sports. Elle est mise en œuvre sous forme de projet en gestion indirecte avec la République islamique de Mauritanie.

- (5) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (6) L'assistance prévue à la Mauritanie se doit de suivre strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives concernant ledit pays.
- (7) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte à l'entité désignée à l'annexe 1 de la présente décision, sous réserve de la conclusion de conventions de délégation. Conformément à l'article 154, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que cette entité garantit un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) fait actuellement l'objet d'une évaluation. Par anticipation des résultats de cette évaluation, l'ordonnateur compétent considère, compte tenu de l'évaluation positive de l'entité avant l'entrée en vigueur du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de la coopération de qualité établie de longue date avec elle, que des tâches d'exécution du budget peuvent être confiées au Fonds international de développement agricole (FIDA).
- (8) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire (République islamique de Mauritanie) désigné à l'annexe 2 de la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 154, paragraphe 6, point b), du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Les mesures et les tâches confiées sont décrites à l'annexe 2 de la présente décision.
- (9) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (10) Conformément à l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) n° 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, toute modification substantielle d'une décision de financement déjà adoptée suit la même procédure que la décision initiale. Il convient dès lors que la Commission définisse les modifications non substantielles de la présente décision afin de permettre l'adoption de toute modification de ce type par l'ordonnateur compétent.
- (11) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption du programme

La décision relative au programme d'action annuel 2018 en faveur de la République islamique de Mauritanie à financer sur le 11^e Fonds européen de développement, présentée dans les annexes, est adoptée.

Le programme comporte les actions suivantes:

- (a) Annexe 1: «RIMFIL - Promotion du développement de filières agricoles et pastorales durables»;
- (b) Annexe 2: «SEMAH – Prévention des conflits et promotion du dialogue interculturel en Mauritanie».

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 1^{er} est fixée à 22 400 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modes d'exécution

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignées aux annexes 1 et 2, sous réserve de la conclusion des conventions y afférentes.

Les éléments requis par l'article 110, paragraphes 2 et 3, du règlement (UE, Euratom) n° 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, sont indiqués dans les annexes de la présente décision.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution visée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent est autorisé à adopter de telles modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 29.10.2018

Par la Commission
Neven Mimica

Membre de la Commission